Mardi 4 décembre 1979 – No 1180

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Quand les coupables accusent

L'INCULPATION au nom de la loi anticasseurs de quatre militants syndicalistes nantais (2 CGT, 2 CFDT), dont notre camarade Jeannette Pelletier, constitue un fait très grave qui voit, une fois de plus, le patronat utiliser cette loi scélérate contre des militants syndicalistes.

Rappelons brièvement les faits : la direction de l'entreprise Guillouard accumule des profits considérables sur le dos des travailleurs. Les salaires, les conditions de travail se détériorent régulièrement au profit de la sacro-sainte santé économique de l'entreprise. La direction va même jusqu'à négliger la sécurité des travailleurs. Le résultat : *accidents et mutilations répétées pour les travailleurs et, en mai dernier, une fois de plus, une femme a eu ses mains coupées par une presse.*

Qui est le casseur ?

Suite à une grève très largement suivie en signe de protestation contre cette politique d'exploitation qui brise les travailleurs pour permettre à ces messieurs les patrons de faire des profits, deux délégués CGT et CFDT de l'entreprise, ainsi que deux permanents locaux de ces deux syndicats sont inculpés au titre de la loi anticasseurs. Le patron, lui, est au dessus de tout soupçon.

Les actes d'intimidation de toute nature contre les militants et les militantes les plus actives dans les luttes que nous venons de connaitre ces derniers mois se sont multipliés considérablement (Printemps, Alsthom Saint-Ouen, Belfort, Renault, Berliet, Rouen, etc.).

Le fait nouveau qui exige une riposte d'un niveau supérieur c'est l'inculpation des syndicalistes nantais au nom de la loi anticasseurs. Aujourd'hui Guillouard ! Contre qui demain cette loi sera-t-elle invoquée ? C'est un appel solennel que nous adressons à toutes les forces politiques et syndicales pour qu'ensemble, au-delà des divergences qui nous séparent, nous mettions tout en œuvre pour faire échec à cette nouvelle tentative du pouvoir de briser l'élan des luttes qui s'opposent à la politique Giscard-Barre.

– Pour la levée des inculpations des militants syndicalistes de Nantes !

– Pour l'arrêt immédiat de toutes les tentatives d'intimidation et de toutes les mesures répressives dirigées contre ceux et celles qui ont participé aux récentes luttes ouvrières et manifestations de masse !

– Pour l'abrogation de la loi anticasseurs !

Nous appelons toutes les forces politiques et syndicales qui luttent contre la politique du gouvernement Giscard-Barre à exprimer leur solidarité à l'égard des quatre inculpés et à exiger la levée de ces inculpations.

Le Secrétariat du Comité central du PCML

NAVIGATION AERIENNE

Le droit de grève en cause

Ce lundi, les assemblées générales décident de la suite du mouvement

Le gouvernement menace de révocation les contrôleurs qui continueraient la grève au delà de mardi

Voir page 4

Pourquoi l'Humanité attaque Sihanouk ?

QUI doute aujourd'hui que la survie du peuple cambodgien ne dépende d'une aide internationale et du retrait des troupes d'occupation vietnamiennes ? Tous les témoignages ou presque qui nous sont parvenus indiquent comment le Vietnam et le régime qu'il a installé à Phnom Penh font obstacle à l'acheminement de secours à l'ensemble de la population cambodgienne. Chacun est à même de constater les crimes odieux perpétrés par les « libérateurs » vietnamiens au Cambodge : leur agression armée destinée à imposer par la force une « fédération indochinoise » a débouché sur le génocide d'un peuple.

L'Humanité seule n'a rien vu de tout cela. L'organe central du PCF s'était dinstingué à l'époque en niant envers et contre tout la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge, accréditant le mensonge grossier que le régime de Heng Samrin aurait été installé à la faveur d'un « soulèvement populaire ». Aujourd'hui, on peut lire dans ce même journal sous la plume du dénommé Jean-Emile Vidal les mêmes mensonges assénés avec un cynisme écœurant. Commentant (pour l'attaquer rageusement) l'appel à la résistance armée lancé dimanche en France par Sihanouk, il écrit : *« Pourquoi cette offensive guerrière contre le peuple cambodgien mutilé ? Parce qu'il est aidé par le Vietnam. Parce qu'au lieu des hostilités, il a choisi la paix avec son voisin, dans le respect mutuel, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale. »*

Une seule question, Monsieur Vidal : comment appelez-vous les gens qui couvrent le crime, sinon des complices du crime ?

«Il est intolérable de falsifier les faits de l'amitié militante vietnamo-chinoise»

Les mensonges de Hanoï réfutés par Hoang Van Hoan

Afin de discréditer la République populaire de Chine, les autorités de Hanoï, non seulement combattent toute sa politique et ses réalisations *actuelles* mais, aussi falsifient tout le *passé*, niant grossièrement l'aide internationaliste considérable qu'elle a toujours apporté à la lutte anti-impérialiste du Vietnam. C'est à cette fin que le ministère des affaires étrangères du Vietnam vient de rendre public un «libre blanc» sur « 30 ans de relations vietnamo-chinoises».

Hoang Van Hoan, dirigeant de longue date du peuple vietnamien, aujourd'hui réfugié à Beijing, réfute systématiquement les mensonges de Hanoï dans un article publié lundi 26 novembre, par l'agence Chine nouvelle, et qui constitue un document de premier ordre.

Nous avons publié des extraits se rapportant à l'aide chinoise au Vietnam durant la période de la colonisation française, puis à la période de la lutte contre l'impérialisme US, nous poursuivons aujourd'hui cette publication.

A PROPOS DU ROLE CHINOIS DANS LE TRANSPORT EN TRANSIT DES MARCHANDISES SOVIETIQUES AU VIETNAM

«Le Livre blanc de Le Duan et ses semblables calomnie la Chine, disant qu'elle a demandé au «Vietnam de refuser tout aide soviétique» et «cause de très grosses difficultés dans le transport via la Chine des marchandises d'aide provenant de l'Union Soviétique et d'autres pays». Mais, à ce que je sais, au lieu de demander au Vietnam de refuser l'aide matérielle soviétique, la Chine a offert souvent son aide pour le transport des marchandises soviétiques, gratuitement d'ailleurs pour tout le matériel militaire. A la suite d'un mensonge répandu par des agences de presse occidentales selon lequel la Chine aurait créé des difficultés dans l'acheminement du matériel, l'agence vietnamienne d'information, autorisée par le gouvernement vietnamien, a affirmé le 19 juin 1966 : *«Le gouvernement de la RDVN a déclaré à maintes reprises que pour les marchandises provenant d'URSS et autres pays frères d'Europe orientale à titre d'aide, la Chine s'est efforcée de les transporter en transit conformément au plan arrêté»*. L'agence VNA a par ailleurs critiqué ces informations de la presse occidentale, disant qu'elles étaient «inventions pures et simples inspirées par le but de semer la zizanie». Les faits sont clairs comme le jour. Mais Le duan et compagnie essayent de les éluder, comme s'ils ne les connaissaient pas. (...)

Le Duan et Consorts prétendent dans le Livre blanc que la Chine a «entravé le Vietnam dans ses négociations avec les Etats-Unis», qu'elle a «négocié avec les Etats-Unis sur le dos du peuple vietnamien», et «empêché le peuple vietnamien de libérer totalement le Sud-Vietnam» . C'est pure absurdité.

A PROPOS DES POURPARLERS VIETNAMO-AMERICAINS A PARIS

A l'époque où l'impérialisme américain tentait de forcer la population du sud a renoncer à la lutte en bombardant le nord, Le Duan et ses compères avaient l'idée de parvenir à un règlement négocié avec les Etats-Unis en invitant l'Union Soviétique à jouer le rôle de médiateur. Mais le président Ho Chi Minh était là, et ils ont du présenter leur idée en disant que négocier avec les Etats-Unis reviendrait à mettre en valeur l'expérience chinoise qui consiste à recourir alternativement aux négociations et aux opérations militaires. (...)

Jusque là (automne 1966), les liens entre les partis vietnamien et chinois étaient très étroits : on examinait ensemble toutes les questions d'importance majeure, on s'informait réciproquement de toutes les grandes décisions à adopter. Cependant, le 3 avril 1968, le gouvernement vietnamien annonçait qu'il était prêt à envoyer des délégués pour négocier avec les Etats-Unis, en réponse au Président américain Johnson qui avait déclaré le 31 mars 1968 que les Etats-Unis étaient disposés à négocier avec le Vietnam. Cette décision n'avait fait l'objet d'aucun échange de vues avec la Chine ni d'aucune communication préalable. Nous étions alors, le président Ho et moi, en convalescence à Beijing. Le Premier ministre Zhou Enlai s'est informé auprès du Président Ho, qui ignorait le fait. La Chine estimait qu'il s'agissait là d'un geste anormal de la part de Le Duan et consorts qui ourdissait en quelque sorte une conspiration, par conséquent, elle n'a pas envoyé ses journalistes à Paris pour couvrir la première période des négociations. Le mécontentement de la Chine est facile à comprendre.

S'étant tenu au courant du déroulement des négociations de Paris, le président Mao a dit après un certain temps à Pham Van Dong : *«J'approuve votre principe, je suis d'accord pour alterner les négociations et les opérations militaires»*. Depuis lors, la Chine s'est prononcée en public pour les négociateurs vietnamiens à Paris. (...)

A PROPOS DU VOYAGE DE NIXON EN CHINE

Le voyage de Nixon en Chine est intervenu pendant que se déroulaient les négociations de Paris. Le Duan a pris la balle au bond, déclarant que la Chine avait manqué au Vietnam. Mais en réalité, le voyage de Nixon en Chine a contribué à la restitution à la Chine de son siège à l'ONU, et les Etats-Unis ont du admettre en conséquence que Taiwan fait partie du territoire chinois. (...)

L'évènement a constitué en lui-même une victoire de la Chine sur le plan diplomatique. D'ailleurs, après la visite de Kissinger à Beijing pour préparer le voyage de Nixon, le Premier ministre Zhou Enlai s'est rendu lui-même au Vietnam pour informer les intéressés des échanges de vues entre la Chine et Kissinger. Après le voyage de Nixon en Chine, nouvelle visite du Premier ministre Zhou Enlai à Hanoi. Il a notamment informé le Vietnam d'une déclaration chinoise faite en termes explicites au cours des entretiens avec Nixon : «La normalisation des relations sino-américaines et le relâchement de la tension en Extrême Orient exigent en premier lieu la solution au problème du Vietnam et de l'Indochine. La Chine n'exige pas l'antériorité de la solution du problème de Taiwan qui devra être réglé lors d'une prochaine étape». Sur le plan politique, la Chine a été franche et loyale si bien que tout en remportant une grande victoire pour elle-même, la Chine continuait à accorder au Vietnam une assistance plus importante que dans le passé. De quelle façon cela pourrait-il faire tort au Vietnam ? (...)

A PROPOS DU SOUTIEN CHINOIS A LA LIBERATION TOTALE DU SUD

Le Duan et consorts ont répandu le mensonge selon lequel la Chine aurait «empêché le peuple vietnamien de libérer totalement le Sud-Vietnam». Pour appuyer cette absurdité, elle a astucieusement cité le Président Mao qui disait : *«Il est préférable que la révolution Sud-Vietnamienne se divise en deux étapes. Si on les soude en une seule, les américains ne s'y résigneront pas. Le problème est qu'entre les mains de Nguyen Van Thieu, il y a encore quelques centaines de milliers d'hommes de troupe»*. La citation s'arrête-là, mais en réalité, une phrase très importante suivait : *«pour ce qui est de cette armée-là, le problème ne pourra être résolu que par la guerre»*. C'est parfaitement clair : forcer les troupes américaines à se retirer du sud dans une première étape, et dans une seconde, renverser la clique fantôche de Nguyen Van Thieu par la guerre et libérer le sud. (...)»

IRAN

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES S'ADRESSANT AUX ETATS-UNIS

«Rendez-nous le Shah pour en finir avec cette affaire»

Alors que les Iraniens votaient dimanche et lundi en faveur de la nouvelle constitution, la crise qui oppose Washington à Téhéran dure depuis cinq semaines sans qu'une issue rapide ne se dessine. Le gouvernement américain, coincé par la décision du Mexique de refuser de prolonger le visa de l'ex-Shah, vient de le transférer dans un hôpital militaire de la base de San Antonio (Texas) et de l'autoriser à y résider pendant toute sa convalescence. Il n'y a plus que deux pays acceptant d'accueillir celui-ci : l'Egypte, solution qui semble aujourd'hui exclue à cause des retombées qu'elle pourrait avoir, et l'Afrique du Sud. Si l'ex-Shah quitte les Etats-Unis, le procès du personnel de l'ambassade américaine, accusé d'espionnage pourrait commencer, indique-t-on à Téhéran.

Interrogé dimanche après-midi à *France Inter*, le nouveau ministre iranien des Affaires étrangères : Sadegh Ghotbzadeh a déploré à nouveau le tapage fait par la presse occidentale autour du sort des otages et l'absence d'explications fournies sur les crimes du Shah et la responsabilité des Etats-Unis dans leur complicité à l'égard de son régime. Répondant sur les raisons de sa nomination et les changements qu'elle pourrait signifier, Ghotbzadeh a expliqué ce choix par son *«bon contact avec les étudiants»* qui occupent actuellement l'ambassade et par la nécessité de décharger Bani Sadr d'un poste devenu trop lourd pour lui. Selon lui *«il n'y a pas de changement majeur»* dans la politique étrangère iranienne.

Pour sa part, Bani Sadr, ex-ministre des Affaires étrangères (il conserve toutefois, pour l'instant le portefeuille de l'économie et des finances) déplore dans une interview du *Matin* la non-participation de l'Iran au conseil de sécurité de l'ONU qui s'est réuni samedi : *«Ghotbzadeh, n'ira pas à l'ONU et nous laisserons passer l'opportunité que nous avions»*. Il ajoute : *«D'autant que, après les fêtes de l'Achoura, la mobilisation populaire va retomber, elle aussi. Il faut y penser, ce pays ne peut pas vivre continuellement à travers la prise de l'ambassade américaine. Il y a des problèmes plus graves, économiquement notamment»*. Bani Sadr dénonce ensuite ce qu'il appelle : *«La paralysie totale des pouvoirs de décision»*, ajoutant : *«La politique ici, ce sont des groupes qui s'affrontent les uns, les autres»*. L'occupation de l'ambassade, qui dure maintenant depuis plus d'un mois, continue de susciter des interrogations. En effet après les sanctions prises contre les Etats-Unis : arrêt des exportations de pétrole (décision prise avant que les Etats-Unis n'annoncent la leur de cesser leurs importations en provenance d'Iran) et refus de tout paiement en dollars, qu'espère obtenir de plus le gouvernement iranien en prolongeant la détention des otages ? La mobilisation populaire polarisée sur le défi lancé aux américains – cible amplement justifiée par la responsabilité de l'impérialisme américain dans l'oppression et les souffrances du peuple iranien – ne risque-t-elle pas à la longue de le détourner d'autres objectifs urgents : reconstruction économique, conquête d'un meilleur niveau de vie et d'un plein exercice des libertés pour les masses populaires, qui sont également des conditions nécessaires à la garantie d'une véritable indépendance du pays. Ceci ne signifie pas que les dirigeants iraniens contrôlent entièrement la situation. Ghotbzadeh indiquait par exemple qu'il ne pouvait assurer la sécurité des 3 diplomates américains actuellement à Téhéran, que dans le périmètre du ministère des Affaires étrangères. De même il semble que les étudiants qui occupent l'ambassade disposent d'une assez large autonomie d'action.

Frank ROUSSEL

USINOR-DENAIN

Malgré la situation difficile, les sidérurgistes maintiennent le cap de la lutte

VENDREDI 30 novembre, l'occupation a été reconduite à Usinor-Denain à la suite d'un vote à main levée organisé lors du meeting convoqué par la CGT. Mais depuis la veille à 22 heures, la direction a décidé le lock-out et les cars de ramassage des travailleurs ont été supprimés. Le secrétaire du comité d'établissement, André Lemaire, au nom de la CGT a saisi l'inspecteur du travail et le tribunal des référés pour qu'ils se prononcent sur cette décision patronale.

LA CFDT CONTRE L'OCCUPATION

Dès lundi 26 novembre, la CFDT a manifesté son opposition à l'occupation de l'usine. Dans un communiqué rendu public le jeudi 29, l'Union CFDT des syndicats de la métallurgie du Nord-Pas-de-Calais déclare notamment : « *Comme au moment des élections européennes, la CGT s'est lancée dans une opération qui ressemble fort à l'occupation du paquebot « France... La CFDT avait alors exprimé son désaccord avec ce type d'action suicidaire et propagandiste sans lendemain et, surtout, sans espérance pour les travailleurs. La CGT, à la veille des élections prud'homales, a choisi le même terrain à Usinor-Denain. Nous refusons ce " cul-de-sac " »*.

Mais quel type d'action propose l'Union CFDT des syndicats de la métallurgie du Nord-Pas-de-Calais ? Aucune, sinon de faire « pression sur les lieux de négociation » selon la logique du recentrage qui propulse les syndicalistes hors de la lutte de classe. Car il n'est vraiment pas sérieux d'appeler les sidérurgistes de Denain à s'en remettre à la bonne application de la convention sociale et au travail du comité de bassin dont tout le monde connait l'inefficacité. Cette orientation, nous en sommes persuadés, n'est pas unanimement partagée par les cédétistes d'Usinor-Denain qui souhaitent lutter dans l'unité pour casser le plan de mutation. La CFDT critique, comme c'est son droit, l'action proposée par la CGT (l'occupation) mais il faut reconnaitre que cette critique aurait plus de poids si la CFDT avait impulsé et mené l'action depuis la rentrée comme l'a fait la CGT. Lors de la liquidation du dernier four de l'aciérie Martin, il y a eu six réunions intersyndicales de proposées par la CGT et celle-ci, s'est à chaque fois retrouvée seule. Lorsque l'action a quitté l'atelier pour se traduire par des manifestations et meetings, il n'y eut encore une fois, que la seule CGT. Comment croire que l'orientation de la FGM-CFDT puisse satisfaire les sidérurgistes cédétistes ? Ils auront, à terme, des conclusions sérieuses à tirer.

LA CONFIANCE DEMEURE

Quoiqu'il en soit, à l'heure où nous écrivons, l'occupation se poursuit. Une assemblée du personnel doit décider ce lundi 3 décembre de la poursuite ou non du mouvement. Il est certain que l'action lancée par la CGT est menée par quelques centaines de travailleurs seulement. Mais que l'on ne compte pas sur nous pour hurler avec les loups et faire chorus avec tout le matraquage auquel se livre la direction d'Usinor sur les ondes, à FR3 et dans *La Voix du Nord* pour tenter de déconsidérer ce qu'elle appelle « *une grève minoritaire* ».

Nous l'avons dit et nous le répétons : la lutte est le seul bon chemin et l'on ne nous fera pas croire que par leur action, les sidérurgistes vont « *précipiter la fermeture* » de l'usine. Cette dérisoire propagande patronale vise à semer la résignation parmi les travailleurs et à leur faire accepter les licenciements et la liquidation de l'usine. Mais ici, il y a des hommes qui se battent ! Pour eux et leurs familles, pour leur emploi. Mais aussi pour toute la population du Valenciennois où l'on compte déjà quinze mille chômeurs, pour les jeunes si nombreux qui voient s'ouvrir devant eux un sombre avenir. Oui, cette lutte est nécessaire et vitale, et quant à nous, nous ferons tout pour qu'elle s'élargisse encore dans l'unité et la combativité la plus grande. Le samedi 8 décembre, une grande manifestation est organisée à 15 h à Valenciennes en solidarité avec les combattants de Denain. La région, n'en doutons pas, sera au rendez-vous. Pour dire que, malgré les difficultés et la dureté de la lutte, la confiance demeure.

Rémi DAINVILLE

A Usinor-Dunkerque ...

A Usinor-Dunkerque, l'occupation menée par ceux de Denain a trouvé un écho parmi les sidérurgistes : « *Ils ont raison de lutter* », disent-ils. Dans un numéro spécial de son bulletin « *Et l'acier fut trempé* », la cellule Gabriel Péri du PCML appelle à la solidarité en écrivant notamment : « *Répression, passage aux deux huit, mutations, déclassements... jusqu'à la liquidation pure et simple de Denain et Longwy : c'est toujours la restructuration. Engager la lutte contre les deux huit à Usinor-Dunkerque, c'est le meilleur moyen de soutenir les travailleurs de Denain. Et la lutte à Denain, en affaiblissant la direction d'Usinor est un atout dans la lutte à Usinor-Dunkerque. Portons tous ensemble des coups durs à la direction d'Usinor. C'est la condition de notre efficacité* ».

Rémi DAINVILLE

Samedi 1er décembre, de Barbès au Père-Lachaise

Une manifestation vigoureuse contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

LA manifestation de samedi dernier 1er décembre contre les lois racistes et anti-ouvrières Barre-Bonnet-Stoléru a rassemblé quelques milliers de personnes, dont de nombreux travailleurs immigrés, en un cortège dynamique qui, durant près de trois heures, a parcouru, de Barbès au Père-Lachaise, une partie du Paris populaire et à forte densité immigrée.

Lors de plusieurs arrêts (place Stalingrad, Belleville, place du Colonel Fabien — face au siège du PCF — et, en fin de parcours, où la dispersion s'est déroulée sans incident), les objectifs de la manifestation, le sens de la politique menée par le gouvernement contre les immigrés, etc. étaient expliqués en plusieurs langues.

Depuis la rentrée, après le rassemblement de Garges du 29 septembre, cette manifestation était la deuxième initiative du collectif constitué par le Comité de coordination, diverses associations de travailleurs immigrés ou de soutien aux travailleurs immigrés, ainsi que des sections et UL syndicales. Y appelaient également diverses organisations politiques, parmi lesquelles le PCML et le PCRml, la LCR, le PSU...

C'était, depuis la rentrée, la deuxième manifestation de rue contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, après celle, moins nombreuse, organisée le 26 octobre, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN.

Intervenant deux jours après le report de la discussion de la loi Boulin-Stoléru à la session de printemps du Parlement, cette manifestation témoigne de la volonté de poursuivre la mobilisation contre une politique, contre des lois qui, avant même d'être votées, sont d'ores et déjà appliquées.

Voilà qui est, en effet, tout à fait nécessaire et exige que soit poursuivi sans relâche le travail d'explication visant à montrer comment ces lois, à travers les immigrés, frappent en fait toute la classe ouvrière, tous les travailleurs, de manière à amplifier et étendre la solidarité et l'unité Français-immigrés face à la politique antipopulaire du gouvernement et à ses effets immédiats qui, pour les immigrés, consistent en expulsion, difficultés multiples à obtenir la carte de séjour, actes racistes et brimades diverses.

G. C.

Photo Bob Regard

ARABIE SAOUDITE

Nouveaux éclaircissements sur l'attaque de la Mecque

Des informations fournies ces derniers jours, soit par des témoins ayant assisté à l'attaque de la grande mosquée de la Mecque, soit par les milieux d'opposition en Arabie Saoudite viennent contredire les différentes thèses émises à la suite de cet évènement. En effet selon ces sources, qui se recoupent, l'opération de la Mecque ne serait pas l'œuvre de chiites iraniens ou des services secrets américains ou israéliens, mais une manifestation de l'opposition aux princes qui gouvernent l'Arabie-Saoudite. L'attaque de La Mecque aurait été précédée dix jours auparavant par l'arrestation de 1 500 opposants au sein notamment de l'armée, des services de renseignements et de la police a déclaré le président d'un mouvement d'opposition qui s'intitule : *«L'Union des peuples de la péninsule arabique»*. Cette information semble confirmée par le fait que les assaillants ont utilisé des fusils d'assaut américains *«rugers 5,56»* récente acquisition de l'armée saoudienne et que d'importants dépôts d'armes ont été découverts à la Mecque et à Médine. Les insurgés appartiendraient pour la plupart à la tribu des Oteiba, nomades, longtemps fidèles à la famille royale. Le major Zowaid Al Nofai, l'un des officiers des forces spéciales chargé de libérer la mosquée a indiqué que les rebelles étaient au nombre de 500 ; ce qui laisse à penser qu'au commando initial se sont joints bon nombre de fidèles. L'opération aurait été dirigée — selon un pélerin marocain — par un étudiant de l'universtié islamique de la Mecque qui a expliqué ainsi les buts poursuivis dans une prise de parole : *«Cette opération-suicide a été mené pour attirer l'attention du monde islamique sur l'oppression dont les populations saoudiennes sont victimes, sur la dégradation économique, morale et sociale que connait le pays, ainsi que sur la gestion défectueuse des finances publiques par les gouvernants»*. Conséquence indirecte de la révolution iranienne ou essor d'un mouvement d'opposition contre la dynastie saoudienne, ou combinaison des deux phénomènes ? Quoi qu'il en soit, l'affaire est prise très au sérieux à Washington puisqu'elle a motivé (avec l'attaque de l'ambassade américaine dans la capitale du Pakistan) la décision d'évacuer les résidants américains dans onze pays islamiques dont Bahrein, les Emirats, Oman, le Qatar et le Koweit.

Frank ROUSSEL

NAVIGATION AERIENNE

Porter la lutte à un niveau supérieur

DEPUIS six semaines maintenant, les travailleurs de la navigation aérienne sont en lutte. Jeudi 29 novembre à Paris, ils étaient à la tête du cortège confédéral CGT-CFDT-FEN, scandant leur volonté de continuer l'action tant que des négociations sérieuses ne s'ouvriront pas. Ce conflit de par sa fermeté — 5e semaine d'action — de par son caractère large et unitaire —, c'est l'ensemble des personnels de la navigation aérienne qui est dans la bagarre, et pas seulement les « aiguilleurs du ciel », contrairement à ce qui est dit trop souvent à tort — de par les revendications mises en avant — opposition au plan de démantèlement de la navigation aérienne, demande d'embauche de personnels, rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1970, amélioration du déroulement de carrière pour les catégories les plus défavorisées diminution du temps de travail, pour les libertés syndicales — tout cela fait que ce conflit d'ampleur nationale dépasse le seul cadre des travailleurs de la navigation aérienne ; il intéresse tous ceux qui, à travers leurs revendications, s'opposent au plan Barre, aux plans de restructuration et à l'intransigeance du gouvernement et du patronat.

Pour essayer de casser le conflit, le gouvernement utilise tous les moyens : dans un premier temps, il a cherché à isoler les contrôleurs aériens du reste du personnel en les faisant passer pour des aristocrates ultra-corporatistes. Cela n'a pas marché et la plate-forme revendicative intersyndicale (CGT - CFDT - Autonome-CFTC) qui est une plate-forme qui reprend les revendications des différentes catégories de personnels est là pour le prouver.

La participation à la lutte de tous l'atteste également : le 29 novembre, deux ingénieurs du centre régional d'Athis-Mons ont été mis à pied pour quinze jours pour leur participation active à l'action. Et il va y en avoir d'autres. En tout, plus de cent mises à pied ont été décidées en un mois.

Les électroniciens dont la forme de lutte consiste tous les jours à déménager le matériel (écran radar, téléphone, etc.) des secteurs de contrôle (1) vont, eux aussi, recevoir des mises à pied de quinze jours, ils ont été prévenus officiellement. Mais cela n'a pas l'air d'impressionner les personnels... Puis le gouvernement, par l'intermédiaire d'une presse traditionnellement à sa solde, ainsi que sur les ondes, a cherché à mener une campagne pour discréditer le mouvement dans l'opinion publique. Mais la colère du ministre des transports, Joël Le Theule, (à l'Assemblée nationale et à la radio) montre que cette opération de discrédit ne marche pas aussi bien qu'il l'aurait souhaité. Le ministre est allé jusqu'à mentir sur les salaires touchés par les travailleurs de la navigation aérienne : il prétend qu'au bout de dix ans, ils touchent 9 000 F... alors qu'ils touchent de 3 500 F à 7 000 F, primes comprises, suivant le centre ou l'aérodrôme et les primes, c'est 30 à 40 % du salaire et elles n'entrent pas en compte pour le calcul de la retraite.

REPRESAILLES

Le 21 novembre dernier, l'action avait été suspendue pour la journée, de façon à permettre une rencontre entre le directeur de la navigation aérienne et les syndicats. Le directeur avait accepté en échange de la suspension de l'action de suspendre les mises à pied. Or, pendant que les responsables syndicaux discutaient avec le directeur, 36 nouvelles mises à pied étaient ordonnées.

Ceci montre que le gouvernement et le ministère sont prêts à tout. Déjà, des soi-disant « Comité d'usagers » téléphonent pour menacer de représailles les syndicats ; un contrôleur a déjà été molesté par des inconnus chez lui... Les compagnies régionales ont intenté une action en justice contre les syndicats de la navigation aérienne et ne demandent pas moins que trois millions de francs de dommages et intérêts.

Malgré ces manœuvres, les travailleurs tiennent bon. La solidarité s'organise dans l'aviation civile. Les syndicats des compagnies aériennes, les fédérations cheminots CGT et CFDT ont fait parvenir des messages de solidarité.

Mais cela ne suffit plus maintenant.

PORTER LA LUTTE A UN NIVEAU SUPERIEUR

Le Parti communiste marxiste-léniniste pense qu'il est nécessaire, si on veut ouvrir une brèche dans la politique du gouvernement, et de le contraindre à négocier, de porter la lutte à un niveau supérieur. Lutte pour l'emploi, pour les rémunérations, contre les plans de restructurations, ne sont pas des thèmes revendicatifs particuliers à la navigation aérienne. C'est évident. Mais un des acquis de la lutte de ces travailleurs, c'est la preuve qu'il est possible de tenir tête au gouvernement sur des revendications qui remettent en cause certains de ses objectifs économiques. Et le gouvernement a bien conscience du danger, c'est pourquoi il tape aussi fort.

Porter la lutte à un niveau supérieur, c'est nécessaire : non seulement pour les travailleurs de la navigation aérienne, mais pour tous les autres travailleurs qui pourront s'appuyer sur tous les résultats positifs qui seraient retirés en matière d'emploi ou de rémunération. ouvrir une brèche dans le plan Barrre, c'est un vœu unanime chez les travailleurs.

Porter la lutte à un niveau supérieur, c'est possible dès maintenant : par exemple, si sans tarder, les cheminots, dont le mécontentement grandit sans cesse, rentraient dans l'action sur leurs revendications : pas d'avions et pas de trains, ce serait une arme terrible et le gouvernement devrait bien en tirer les leçons. Ce qui se passe aujourd'hui avec ce conflit intéresse tous les travailleurs. Après la victoire des travailleurs d'Alsthom, pour quoi pas une autre victoire, à conditions d'y mettre les moyens.

(1) L'espace aérien est découpé en petites portions. Chaque portion est contrôlée par trois personnes. Le poste de travail correspondant à cette portion d'espace s'appelle secteur de contrôle.

L'HUMANITE ROUGE – Mardi 4 décembre 1979

Des menaces ...

331 1624
DIRNA 7895 91F

NR 251 DIRNA

JE VOUS DEMANDE DE TRANSMETTRE SANS DELAI AUX CENTRES REGIONAUX DE CONTROLE ET AUX AEROPORTS CONCERNES LE TELEGRAMME CI-DESSOUS QUI DEVRA ETRE PORTE A LA CONNAISSANCE DES PERSONNELS PARTICIPANT AUX MOUVEMENTS D'ENTRAVE AU TRAFIC

LE MOUVEMENT D'ARRET DES DECOLLAGES DURE DEPUIS UN MOIS ET VIENT D'ETRE A NOUVEAU PROLONGE D'UNE SEMAINE. LES RESPONSABLES DE CE MOUVEMENT NE PEUVENT IGNORER APRES LES DECLARATIONS GOUVERNEMENTALES ET LA REUNION TENUE A LA DNA LE 23 NOVEMBRE QU'AUCUNE CONCESSION NE PEUT ETRE ACCORDEE SUR :

- LES REGIMES INDEMNITAIRES
- LE RESPECT DES REGLES ELEMENTAIRES DE DISCIPLINE
- LA DUREE REGLEMENTAIRE DU TRAVAIL
- LE PRINCIPE DE LA MIXITE CIVILE-MILITAIRE
- LES LOIS DE 1964 ET 1973

EN REVANCHE DES ASSURANCES PEUVENT ETRE DONNEES OU DES DISCUSSIONS OUVERTES SUR LES POINTS QUI ONT SEMBLE A L'ORIGINE DU MOUVEMENT OCCUPER UNE GRANDE PLACE DANS LES PLATES-FORMES REVENDICATIVES TELS QUE :

- LE MAINTIEN SANS RESTRICTION DES SERVICES DE LA NAVIGATION AERIENNE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

- L'ORGANISATION DU TRAVAIL

- LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA MIXITE

- L'ORGANISATION DES SERVICES DE LA CIRCULATION AERIENNE (REIMS APPROCHES GROUPES)

- LA PARTICIPATION DES PERSONNELS AUX CHOIX IMPORTANTS DE L'ADMINISTRATION

L'ARRET DES DECOLLAGES JUSQU'A CE JOUR A ENTRAINE DES MESURES ADMINISTRATIVES AYANT DES CONSEQUENCES FINANCIERES TRES INFERIEURES A CELLES AUXQUELLES S'EXPOSE TOUT AGENT DU SECTEUR PUBLIC QUI PAR SON ENTRAVE LA MARCHE OU SERVICE QUI LUI EST CONFIE

CETTE ATTITUDE DE MODERATION N'AYANT PAS ETE COMPRISE IL Y A LIEU D'ACCROITRE LA RIGUEUR DES MESURES ENVISAGEES. LA PUBLICITE DES INTERDICTIONS DE DECOLLAGES DANS DES CONDITIONS IDENTIQUES A CELLES DES SEMAINES PRECEDENTES ENTRAINERA LA MEME EXCLUSION TEMPORAIRE POUR UNE DUREE DE HUIT JOURS

AU CAS OU DE NOUVELLES FORMES D'ENTRAVE AU TRAFIC APPARAITRAIENT ET SERAIENT PLUS CONTRAIGNANTES POUR LE TRAFIC DES EXCLUSIONS TEMPORAIRES POUVANT ATTEINDRE TROIS MOIS SERAIENT PROGRESSIVES, UNE SEMBLABLE MESURE SERA PRISE A L'ENCONTRE DES AGENTS AYANT DEJA ENCOURU UNE PREMIERE SANCTION POUR ENTRAVE AU TRAFIC

TOUJOURS EN APPLICATION DES LOIS DE 1964 ET 1973 LES DEPLACEMENTS D'OFFICE SERONT PRONONCES DANS LES CAS DE MANQUEMENT COLLECTIF ET CONCERTE A LA DISCIPLINE

JE VOUS DEMANDE ENFIN DE RAPPELER A VOS PERSONNELS QUE LA POURSUITE DES MOUVEMENTS ENTRAINERA DES CONSEQUENCES DE PLUS EN PLUS GRAVES DONT CERTAINES POURRAIENT ETRE IRREMEDIABLES ET MENACER L'EMPLOI DE SALARIES DU SECTEUR AERONAUTIQUE

J'INSISTE POUR MA PART SUR LES POSSIBILITES QUI SUBSISTENT DE DIALOGUER SUR LES SUJETS ESSENTIELS QUE J'AI RAPPELES CI-DESSUS

SIGNE : R. MACHENAUD - DNA

STOP ET FIN

..FIN

Motion de soutien du PCML-Marseille

Marseille, le 9 novembre 1979

Camarades,

Les récentes déclarations du gouvernement sur votre grève constituent une provocation à l'encontre de l'ensemble des salariés de l'aviation civile, aujourd'hui en grève.

Alors que Giscard d'Estaing fait des déclarations sur les sentiments profonds des Français à propos de l'emploi, ses ministres traitent avec arrogance et mépris ceux qui se battent pour la création de postes, donc pour l'emploi.

Le Parti communiste marxiste-léniniste rejette les calomnies des représentants du gouvernement et apporte son soutien le plus total à l'action de l'ensemble du personnel du contrôle aérien pour la satisfaction de ses revendications et pour le respect des libertés syndicales.

Recevez, camarades, l'assurance de nos sentiments de solidarité.

Le Secrétariat régional.

Motion de solidarité

Les cheminots éditeurs du bulletin *le Rail rouge* apportent aux travailleurs de l'aviation civile en lutte et à leurs organisations syndicales leur salut et leur soutien total et sans réserve.

Cette lutte est digne d'intérêt pour tous les travailleurs : l'unité qui vous anime, la combativité dont vous faites preuve, la volonté d'obtenir satisfaction, la fermeté face à la répression, voilà un bon exemple pour nous, cheminots, qui connaissons des problèmes comparables aux vôtres, pour nous qui subissons la même politique des transports rétrograde entièrement au service des monopoles contre les travailleurs et contre les usagers.

Vive la lutte des aiguilleurs du ciel !

Le Rail-rouge, bulletin de liaison cheminots Marseille-Avignon du Parti communiste marxiste-léniniste

LAVAL

Grève à TDV (Textiles du Vermondois)

L'USINE TVD (Textile du Vermondois) à Laval, dont la production consiste à fabriquer des vêtements de travail en majorité ainsi que des vêtements de sport (Jean's et la marque Sportwair), est en grève. Elle compte 338 employés dont 48 pour l'encadrement ; 225 travailleurs travaillent en équipe de nuit. Le patron (PDG) est Hubert Coisne. C'est une entreprise familiale qui existe depuis 150 ans, dont l'origine se situe dans le Nord.

Le motif de la grève : revalorisation modeste de 5 F par jour de la prime d'équipe de nuit. Devant le refus du patron, une grève par débrayages est amorcée à partir du 23 octobre 1979 (débrayage d'une heure par équipe).

Devant l'attitude de refus du patron, la grève se durcit à partir du 5 novembre. La centrale est alors coupée. Sur les 338 personnes, 174 sont en grève. Les grévistes occupent l'usine. Le patron réagit en faisant intervenir la police et lockoute l'usine pendant deux jours. Il y a une première « mise » devant le tribunal des référés. Les grévistes sont alors condamnés à 800 000 F d'amende, soit 80 millions d'anciens francs, devant les référés.

Les grévistes, bien qu'ayant vidé les locaux, gardent l'entrée de l'usine. Les non-grévistes rentrent au boulot entre deux haies de grévistes faisant donner la « sonnerie aux morts ». Les non-grévistes sont évidemment protégés par les flics.

Il y a quinze jours, les grévistes retiennent le personnel d'encadrement. Retour des flics pendant deux jours. Le patron fait une nouvelle mise en référé : la condamnation est de 320 000 F, plus de 32 millions d'anciens francs. Les travailleurs en grève ne lâchent pas, l'usine est à nouveau occupée par eux. Grâce à leur action et à la mobilisation populaire, notamment une manifestation à Laval à l'appel de la CFDT et de la CGT, soutenue par le PCML, le mercredi 28 novembre. Suite à cela, les négociations s'ouvrent et le patron lève les pénalités et accepte que les deux jours de lock-out soient payés aux travailleurs (cela échelonné sur quatre mois au début de l'année à venir). A ce jour, les discussions se poursuivent à l'inspection du travail.

Il faut remarquer :

— Premièrement la mobilisation des travailleurs et leur ténacité face à l'offensive patronale et policière. Il faut remarquer également la mobilisation populaire.

— Deuxièmement, point important à remarquer, l'importance des astreintes, 80 millions pour la première fois, plus de 32 millions la seconde fois. On peut dire que le patronat joue actuellement un coup d'essai pour tester la mobilisation des travailleurs et leur capacité de lutte et de résistance. A noter que des astreintes d'un tel montant sont uniques en France.

La riposte des travailleurs face à cette offensive capitaliste a montré que le prolétariat de France est prêt à lui résister.

Le PCML a publiquement pris le parti des travailleurs en appelant à participer à la manifestation du 28 novembre et en faisant publier un article de presse dans *Ouest-France* et le *Courrier de la Mayenne*.

Correspondant Laval

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Rue . . . . . .
Commune . . . . . .
Code postal . . . . . .

— Pour changement d'adresse : joindre une bande adresse et 2 F en timbres poste.

Avec le Parti

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

La raison d'être du Parti

A TRAVERS différents aspects, cette question se trouve posée. Il me semble d'ailleurs qu'aujourd'hui, lorsqu'on envisage de faire le bilan de 10 ans d'existence, c'est, en définitive, ce problème qui est posé. C'est aussi ce problème qui est posé quand des camarades font état, avec insistance, de notre faible développement. Je pense, enfin, que cette question doit être examinée de près dans nos rapports avec le PCF. Il me semble que, de multiples façons, l'existence du Parti est devenue chez certains, l'objet d'une interrogation. Qu'est-ce qui, à mon avis, justifie donc fondamentalement l'existence du Parti ? Il est, somme toute, assez normal, qu'une telle question se trouve posée dans une période de développement encore pacifique du capitalisme. *Pourquoi la révolution est-elle nécessaire* ? A cela, quant à moi, je donnerai deux réponses :

— Nous vivons dans un monde qui est fondé sur le pillage de la grande majorité de la population mondiale par une minorité de pays. On ne peut oublier qu'aujourd'hui dans le monde des millions de personnes continuent à mourir de faim chaque année. La France demeure fondamentalement un pays impérialiste qui participe à ce pillage. Notre combat, en France, s'inscrit dans le cadre de la lutte mondiale contre l'exploitation impérialiste. Pour contribuer à résoudre les problèmes vitaux posés à l'humanité actuellement, qui concernent le développement de la grande majorité des pays du monde, il est nécessaire de détruire un système basé sur le pillage de ces pays, pour promouvoir un système qui œuvre au développement de ces pays. De plus en plus, il apparait d'ailleurs que ce système commence à craquer. La question de l'énergie en est, à mon avis, une des illustrations. Le type de développement d'une économie comme celle de la France a reposé sur l'accès à une source d'énergie en grande quantité et très bon marché. Aujourd'hui, elle commence à être remise en cause et apparait avec de plus en plus de force la nécessité de nouveaux rapports entre un pays comme la France et les pays du tiers monde, rapports de solidarité. Or, le système actuel suppose fondamentalement le maintien de rapport de domination. Il est strictement incapable de pouvoir répondre aux problèmes posés à l'humanité et également à la société française elle-même. Fondamentalement, ce système suppose la confrontation avec le tiers monde.

— Deuxième grande raison : la société française, qui s'est donc développée à travers le pillage de pays du tiers monde, *repose également sur l'exploitation de l'homme par l'homme* ; c'est un système où, en définitive, une minorité, les détenteurs des moyens de production décident du sort de la majorité de la population, et agissent en fonction de leurs profits. Il est indéniable qu'au cours des dernières décennies, des transformations sont apparues dans les conditions de vie d'une partie importante du peuple et d'une manière générale, il est certain qu'on ne peut pas comparer les conditions de vie du peuple de France avec celle des peuples du tiers monde.

Néanmoins, ce système de propriété et d'organisation du pouvoir a pour effet, que, dans les périodes de crise notamment, les travailleurs sont sacrifiés. Un autre type de développement basé sur la recherche de la satisfaction des besoins du peuple, suppose une autre organisation du pouvoir, la dépossession des détenteurs des principaux moyens de production, la mise sur pied d'un appareil d'Etat permettant aux travailleurs de prendre en mains leurs affaires.

Voilà, je crois, les deux grandes raisons qui rendent la révolution nécessaire et qui justifient l'existence en France d'un parti révolutionaire. Bien sûr, cela nécessiterait d'être approfondi. Il est certain que ces raisons de fond de la révolution ne sont pas aujourd'hui facilement perceptibles par une grande partie de la population et que le développement des contradictions n'a pas atteint un point où la révolution soit une impérieuse nécessité. Néanmoins, il est certain que l'évolution des diverses contradictions rendra la révolution nécessaire. Peut-on imaginer que la grande majorité de la population mondiale acceptera de continuer à vivre dans la misère, que les luttes déjà entamées pour un nouvel ordre mondial ne vont pas prendre une ampleur grandissante, remettant en cause les fondements sur lesquels s'est établi le système impérialiste ? Dans les milieux réactionnaires, on fait fréquemment état de ces perspectives et on envisage les meilleurs moyens de maintenir la domination y compris par la guerre. N'est-il pas clair non plus, et ce n'est pas un phénomène indépendant, que la crise va prendre une ampleur plus grande et que le système actuel entrainera une profonde dégradation des conditions de vie d'une grande partie de la population ?

Une autre raison, plus circonstancielle sans doute, rend nécessaire l'existence du Parti : la perspective d'une troisième guerre mondiale. L'existence d'un parti s'étant préparé depuis suffisamment longtemps à une telle perspective et y ayant préparé les masses est la condition pour que la lutte se développe contre l'agresseur sur la base des intérêts des travailleurs, c'est-à-dire débouche sur la remise en cause de la domination de la bourgeoisie. On peut constater deux attitudes dans la bourgeoisie face à ce problème. Une partie va dans le sens de l'apaisement avec l'URSS et on peut supposer que dans les conditions d'une guerre et d'une occupation chercherait à s'entendre avec l'agresseur pour se partager les profits de l'exploitation du peuple. Par rapport à cette tendance, il est nécessaire qu'existe un parti qui agisse pour combattre l'agresseur et l'exploitation du peuple. Une autre tendance dénonce l'URSS et met en garde contre ses préparatifs : en admettant qu'elle soit prête à combattre une agression (ce qui reste à voir), elle fera tout pour rétablir ultérieurement la domination impérialiste et maintenir l'exploitation de la classe ouvrière. Par rapport à cette tendance, il est nécessaire qu'existe un parti agissant contre l'agresseur avec, pour objectif, la suppression de l'exploitation.

Ceci étant dit, quelle est, à mon avis, la raison d'être du Parti en dehors du PCF ? C'est une questionqui doit être assez approfondie pour plusieurs raisons. Le PCF proclame, lui aussi, combattre pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. A l'heure actuelle, il préconise la lutte contre le gouvernement et sur un plan tactique, il n'y a pas de très grande différence entre lui et nous. Par ailleurs, il existe entre lui et le PCUS certaines contradictions qui s'aiguiseront peut-être encore à l'avenir. Enfin, vues nos difficultés de développement et le maintien de son influence, certains camarades peuvent en venir à se demander pourquoi nous ne sommes pas au PCF.

1) — A mon avis, le PCF ne remet pas en cause le système impérialiste. Il est un parti qui conçoit son accession au pouvoir sans remise en cause de la domination impérialiste de la France. Par de nombreux aspects, on peut même dire qu'il préconise le renforcement des positions de l'impérialisme français. Sa pratique depuis trente ans a été imprégnée par la défense de l'impérialisme français.

2) — Ceci étant étroitement lié à cela, il ne remet pas en cause fondamentalement l'Etat existant : sa ligne ne préconise pas la mise sur pied d'un nouvel appareil d'Etat qui soit au service de la classe ouvrière. Ceci est lié à la voie de passage au socialisme. Pour édifier un nouvel appareil d'Etat, il faut détruire l'ancien, ce que la bourgeoisie ne peut pas accepter pacifiquement. En gros, son orientation consiste à prendre les rênes de l'Etat existant.

3) En ce qui concerne l'URSS, le PCF continue pour l'essentiel à soutenir sa politique ; même si des contradictions se développent encore avec l'URSS et prennent de l'ampleur, le PCF ne pourra pas être le parti qui fera front à une agression. D'une part, des éléments prosoviétiques subsisteront en son sein, d'autre part les illusions qu'il aura entretenues sur l'URSS durant de nombreuses années ne l'auront nullement préparé à faire face à une telle éventualité. On peut penser que dans une telle situation le PCF se scindera. Néanmoins, nous devons dès aujourd'hui encourager tout ce qui, dans la politique du PCF, contribue à l'éloigner de l'URSS. Il serait évidemment souhaitable que la tendance dominante au sein du PCF soit pour l'opposition à l'URSS. Voici donc à mon avis, de façon sommaire, les raisons qui font que le Parti doit exister de façon indépendante.

Gérard Philippe : un acteur progressiste

Il y a vingt ans disparaissait Gérard Philipe. Vingt ans c'est long, pourtant chacun a encore en mémoire son regard, sa voix, son rire, Fanfan la Tulipe, Rodrigue... le héros de la jeunesse d'après-guerre. De nombreuses émissions lui rendent hommage à la télévision. S'il fut un grand acteur, il fut aussi un militant progressiste et démocrate dont l'action avait nécessairement beaucoup de portée.

D'où vient sa grande popularité ?

Après la guerre et la Libération, les gens aspiraient à quelque chose de nouveau, de radicalement différent en rupture avec l'occupation nazie, la collaboration, les humiliations, les combines. Gérard Philipe par le type de héros qu'il incarna au cinéma répondit à cette attente : *Fanfan la Tulipe, Le Rouge et le Noir, la Beauté du diable, les Orgueilleux, la Meilleure part, le Diable au corps, Till l'espiègle.*

Il interprétait chaque fois un héros qui construit son destin, contre les puissants, malgré la société. Ainsi Fanfan la Tulipe connut un grand retentissement au moment de la guerre de Corée, *La Beauté du diable* fait référence aux préparatifs de guerre. Dans *La Meilleure part*, il était un ingénieur antiraciste, cela en plein guerre d'Algérie. *Les Orgueilleux*, un film symbole d'espoir dans un Mexique très pauvre.

Un héros généreux et qui n'a pas peur de s'attaquer aux puissants. Voilà ce qu'incarnait avec brio Gérard Philipe.

Sans jamais avoir été communiste, il s'est toujours senti très proche des travailleurs. Il participa à la libération de Paris avec les FFI. En 1951, il répondit à l'appel de Jean Vilar et participa à la grande aventure du TNP (Théâtre national populaire). Sacrifiant les importants cachets du cinéma pour un salaire plus modeste. A cette époque le Théâtre national populaire, par le biais des comités d'entreprises, touchait de façon limitée certes une frange du public populaire. Et Gérard Philipe fut tour à tour Rodrigue et Lorenzaccio. Gérard Philipe était heureux de jouer devant ce public qui n'était tout de même pas le public habituel des théâtres.

En 1957, il accepta de prendre la direction du Syndicat des acteurs menacé de scission, il le renforça et le fit réadhérer à la CGT. Il lutta contre le chômage des acteurs.

Il se sentait proche des peuples du tiers monde, c'est devant l'intervention des GI au Guatémala qu'il eut envie de tourner *« La fièvre monte à El Pao »*.

En 1957, il se rendit en Chine, alors qu'elle n'était pas encore reconnue par la France et fut reçu par Zhou Enlai.

Il dénonça le bellicisme américain au moment de la guerre froide.

Qu'on imagine le poids de telles prises de positions de la part d'un acteur aussi populaire !

De par leur rayonnement, les acteurs et les artistes progressistes peuvent être des alliés importants de la classe ouvrière.

Léon CLADEL

MONTPELLIER

50 ouvriers du batiment en grève

Depuis jeudi 29 novembre, les chantiers Auteroche à Montpellier sont déserts : tous les ouvriers (une cinquantaine avec une majorité de travailleurs immigrés) sont en grève pour un certain nombre de revendications, comme le « panier » pour tous, quel que soit le chantier, le 13e mois, deux bleus de travail, le trajet considéré comme temps de travail, etc. Des revendications spécifiques du bâtiment et d'autres pour lesquelles luttent aussi de nombreux autres travailleurs.

Le patron, M. Auteroche, (président de la fédération syndicale du bâtiment) c'est-à-dire le Ceyrac du Languedoc-Roussillon, connait ces revendications depuis longtemps, mais bien entendu, il n'en a pas tenu compte. Les ouvriers sont tous décidés à les lui arracher.

Correspondante Montpellier

Les ouvriers ONET reprennent la grève

Nous avons déjà parlé de la lutte opiniâtre des ouvrières et des ouvriers d'ONET à Montpellier : trois semaines de grève pour obtenir satisfaction. Lundi 26 novembre, le patron cédait et mardi 27, les travailleurs reprenaient le travail. Or, le jour-même, le patron revenait sur sa parole. Il licenciait cinq ouvriers, dont trois réintégrés grâce à la grève, accusait les délégués syndicaux partis en délégation d'abandon de poste.

La riposte a été immédiate : la grève a été revotée et les ouvriers dans leur grande majorité se sont retrouvés devant les grilles d'IBM. Il faut souligner que parmi les cinq licenciés, deux sont intérimaires (SOGET) et que les ouvriers exigent pour eux en particulier leur réembauche comme personnel ONET. Les travailleurs d'ONET luttent ensemble et pour l'emploi de tous contre les divisions inventées par le patron entre titulaires et intérimaires.

Correspondante Montpellier

Nouvelles

LE FUGITIF (2)

Par Remi Dainville

« La cité de l'acier »

L'HUMANITE ROUGE – Mardi 4 décembre 1979

LE recruteur parlait bien et les hommes avaient faim. Alors il y eut cette fois-là encore deux ou trois cents signatures. C'est ainsi que Ronus Goler entra dans la Société. Le lendemain, leur barda sur le dos, les signataires montèrent à bord d'un vaisseau spatial affrêté spécialement pour cette mission. Au cours des quatorze escales qui suivirent, le navire fit le plein d'hommes heureux, bien que nombre d'entre eux eussent dû abandonner sur telle ou telle planète une femme et des enfants. Mais enfin, désormais, on pourrait vivre ! Et cette idée merveilleuse enflammait les esprits et répandait à travers les soutes surchargées d'une cargaison ouvrière, un sentiment de reconnaissance éternelle pour la Générosité Humaine.

Et Ronus Goler pensa, lui aussi, qu'il avait de la chance. Dévisageant lentement ses compagnons, les yeux perdus dans le vide, les mains croisées devant ses genoux qu'il tenait repliés sur la moleskine recouvrant son torse, Ronus Goler entrevit soudain l'avenir. C'était comme un sillon lumineux, conduisant d'un trait à une sorte de tache d'une blancheur éblouissante située au-delà de l'horizon...

La Rougeoyante méritait mal son nom, pensèrent les deux mille hommes fatigués et affamés qui descendirent la passerelle en ce sombre jour de janvier 3208. Devant leurs yeux livides s'étendait à perte de vue une espèce de toundra gelée, blanchâtre, hérissée çà et là de pics étincelants et entrecoupés de moraines latérales où roulaient depuis l'éternité des débris de roches mêlés de boues jaunâtres. A la stupeur succéda bientôt un sentiment confus d'angoisse. Mais des hommes casqués et bottés dirigerent rapidement les voyageurs vers des baraquements qui s'alignaient au pied d'un incroyable talus recouvert d'un givre éclatant. Les voyageurs passèrent d'abord sous la douche, puis ce fut la visite médicale et, enfin, ils revêtirent une combinaison de travail et chaussèrent de grosses bottes. Quatre véhicules semblables à de gros vers blancs et se déplaçant sur des coussins d'air, s'immobilisèrent lentement devant les baraquements dans le ronflement étouffé de leurs moteurs. Les hommes montèrent à bord en deux colonnes, encadrés par leurs gardiens qui, à présent, portaient une arme à la ceinture.

La nuit tombait lorsque les ouvriers arrivèrent à la Cité de l'Acier, et l'obscurité naissante ne leur permit pas d'embrasser complètement le paysage. Pourtant Ronus Goler n'était pas prêt d'oublier ce qu'il vit ce soir-là lorsque le véhicule flottant surgit lentement au-dessus de la colline qui surplombait la Cité de l'Acier. C'était comme une vision de cauchemar.

Aussi loin que pouvait porter le regard, jusqu'à l'horizon où venait se cogner un ciel d'encre, l'immense vallée large d'une soixantaine de kilomètres était obstruée par un terrifiant amoncèlement d'édifices de métal, coupés de hauts bâtiments aux formes bizarres, traversés de centaines de batteries de hauts-fourneaux et de dizaines de milliers de tuyaux de toutes dimensions qui serpentaient horriblement dans ce dédale inhumain et grandiose. D'immenses lueurs rouges et jaunes jaillissaient par intermittence, éclaboussant de lumières les constructions et projetant pendant quelques secondes sur le sol glacé des ombres gigantesques et déformées.

Irisée de l'intérieur par une clarté diffuse, une nappe de brouillard givrant se déchirait en lambeaux bleutés sur les installations. Ronus Goler contemplait ce spectacle et, soudain, il eut peur. « La Cité de l'Acier » ! lança le conducteur de la chenille volante à travers le plexiglas de sa cabine en se tournant vers les hommes terrifiés. Aussitôt un grésillement entrecoupé de mots et de chiffres inaudibles indiqua aux passagers que la base établissait le contact radio avec la colonne de véhicules.

Au Danemark, le revenu des paysans baisse

LE revenu des paysans (toutes classes confondues du petit paysan au capitaliste de la terre) a baissé de 5 % pour l'année 1978-1979 et il est prévu une nouvelle baisse de 2 à 3 % pour l'année 1979-1980. 8 000 exploitations sont à terme condamnées dans ce pays, ce qui est beaucoup compte-tenu de la place qu'occupe en nombre la paysannerie dans ce pays (de 5 à 6 de la population active).

La loi d'orientation agricole à l'Assemblée nationale du 10 au 14 décembre

NOUS informons nos lecteurs paysans et nos autres lecteurs que la loi d'orientation agricole passera en discussion à l'Assemblée nationale du 10 au 14 décembre. Nous les invitons, soit à commander la brochure que nous avons publié sur la loi-cadre au printemps dernier, soit à s'en inspirer pour écrire des tracts en direction des petits et les moyen paysans, sans oublier les ouvriers agricoles.

En Espagne, le revenu des paysans baissera aussi cette année

IL est à prévoir une baisse des revenus des paysans en Espagne pour cette année. Il semble que la production agricole globale ait baissé de l'ordre de 3 % cette année. Comme quoi l'Europe ne bénéficiera pas aux petits paysans espagnols, bien au contraire ; raison de plus pour renforcer l'unité ouvriers-paysans contre l'ennemi commun : la bourgeoisie monopoliste de chaque pays et contre la bourgeoisie monopoliste européenne.

Echec au licenciement à L'Alsthom-St-Ouen

LE mercredi 28 novembre, deux jours après la reprise du travail, un nouveau débrayage a eu lieu à l'Alsthom-Saint-Ouen. C'était la réponse unitaire et massive des travailleurs à une première attaque de la direction : elle menaçait de licenciement une travailleuse qui s'était fait remarquer par sa combativité durant la grève, avec trois jours de mise à pied. Le jeudi 29 novembre, au matin, la direction très inquiète avait bloqué les portes ouvertes avec des blocs de béton pour éviter sans doute tout blocage de la production. Dans la journée, elle revenait sur sa décision de licencier. Les travailleurs ont décidé l'indemniser leur camarade pour les trois jours de mise à pied. C'est un sérieux avertissement pour la direction.

Nouvelles brèves du «Grand Sud-Ouest»

APRES les discours mirifiques de papa Noël Giscard, voilà deux faits qui illustent bien cette politique de mensonges orchestrée par la bourgeoisie. D'abord, dans le conflit qui oppose les éleveurs de brevis laitières des Pyrénées-Atlantiques aux industriels de Roquefort sur le prix du litre de lait de brebis, les négociations n'ont pas abouti. Rappelons que les industriels, au nom des difficultés liées au prix du transport, paient le litre de lait de brebis 3,47 F dans Pyrénées-Atlantiques au lieu des 3,71 F en Aveyron. Les éleveurs de brebis laitières des Pyrénées-Atlantiques envisagent des actions pour faire aboutir leur revendication.

Deuxièmement, à l'appel de la FDSEA et du CDJA du département de l'Aveyron, un comité de défense des propriétaire et exploitants agricoles du canton de Laissac a été créé. Il s'agit de lutter contre les sociétés qui prétendent rechercher de l'uranium dans cette zone, coûte que coûte, sans tenir compte des paysans, comme d'habitude...

Ça bouge à St-Nazaire

DEPUIS plusieurs semaines, les luttes des travailleurs se multiplient dans la région nazairienne : en ce moment même, Alsthom-Atlantique, la SNIAS, les établissements Lange (360 employés, chaudronnerie), les établissements Pouyet (500 employés, matériel téléphonique) à Pontchâteau, UGECO, Guérande, AFO à Saint-Nazaire et Donges, les travailleurs des transports maritimes...

Ce sont la SNIAS et Alsthom-Atlantique qui concentrent la classe ouvrière la mieux organisée. Elles ont chacune deux établissements dans un rayon de quelques kilomètres. L'un de ces établissements (le chantier naval) emploie près de 6 000 travailleurs.

Depuis deux mois, des luttes se poursuivent à la SNIAS et Alsthom-Atlantique pour la satisfaction des revendications, contre la répression.

Ainsi, depuis le début d'octobre, à la SNIAS où FO joue le rôle de syndicat patronal, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les débrayages tournants sont quotidiens (18 minutes). Cette semaine, les travailleurs ont retenu cinq directeurs (« libérés » par 700 CRS) et occupé leur usine pendant 24 h. A l'Alsthom-Atlantique, après de nombreux débrayages et des visites massives à la SNIAS, la journée du 27 novembre a été une journée de manifestations.

Aujourd'hui même, 29 novembre, l'action interprofessionnelle prévue nationalement par la CGT et la CFDT, soutenue localement par la FEN, doit permettre aux travailleurs nazairiens de montrer leur détermination.

A ALSTHOM-ATLANTIQUE

A l'Alsthom, c'est l'offensive permanente du gouvernement et du patronat : réduction d'horaires, remise en cause de la convention collective, mises en pré-retraires, développement du chômage (à Saint-Nazaire, les chômeurs 16 % de la population active)... Face à cela, deux dates importantes par le spectaculaire des actions, marquent les luttes de ces dernières années : décembre 1976 (occupation du super-pétrolier « Bellamya »), décembre 1978 (quatre directeurs retenus à l'Hôtel de ville).

Après ce coup de colère de décembre 1978, il fallait traduire en termes revendicatifs le ras-le-bol qui venait d'éclater. C'est ce qu'ont fait les syndicats qui ont élaboré une plateforme revendicative commune :

- Compensation intégrale et immédiate de la réduction d'horaire de 42 à 40 h, étape vers les 35 h sans perte de salaire ;
- Augmentation des salaires de 220 F pour tous ;
- Fixation d'une garantie de ressources à 2 866 F (juillet 1979) :
- Garanties de ressources pour les départs à 55 ans et embauches équivalentes.

De plus, aujourd'hui, suite à des hausses brutales (jusqu'à 10 F par jour) du prix des transports assurés par des transporteurs privés, les travailleurs et leurs syndicats ont remis en avant une revendication ancienne : la gratuité des transports. Patronat et pouvoirs publics refusent toujours cette gratuité. Cette revendication n'est pas séparée de toutes les autres ; elle est l'affaire de tous. La lutte continue.

Belfort

Le conflit de Belfort a marqué toutes les luttes de Saint-Nazaire depuis le début octobre.

Pour comprendre la situation, il est indispensable de rappeler qu'Alsthom-Atlantique est une réalité nouvelle : elle date de 3 ans. Y sont regroupées des entreprises où les travailleurs se trouvent dans des situations très diverses. Ainsi, certains objectifs des luttes de Belfort, par exemple, sont des acquis syndicaux anciens pour Saint-Nazaire. En conséquence, il serait irréaliste et dommageable à la lutte de vouloir unifier artificiellement des plateformes revendicatives.

La solidarité dans le groupe Alsthom a donc reposé essentiellement sur le développement des luttes dans chaque établissement, sur les revendications élaborées sur place. C'est ce qui s'est passé à Saint-Nazaire.

A travers ces luttes, les travailleurs ont réalisé concrètement qu'ils appartenaient au même groupe, qu'ils avaient en face d'eux le même patron, Schulz, avec derrière lui, la CGE et Ambroise Roux. L'accent mis sur la lutte de Belfort par les médias, les meetings en présence de syndicalistes... ont contribué à cette prise de conscience.

Aujourd'hui, l'Alsthom n'est plus seulement une réalité pour les actionnaires. C'en est aussi une, une réalité de lutte, pour les travailleurs. Au-delà des succès immédiats, c'est une garantie pour l'avenir.

Saint-Nazaire, le 29 novembre 1979

Correspondant.

BLOC-NOTES

Dans le prochain numéro du bimensuel (No 66) qui paraîtra le 6 décembre :

– Un dossier important sur la lutte des travailleurs de l'Alsthom.

Passez vos commandes !

Le No 21 de *Prolétariat* : Une arme pour les luttes

Le numéro 21 de *Prolétariat* vient de paraître avec un contenu qui répond bien aux préoccupations et aux luttes actuelles de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes. Dans l'éditorial, Camille Granot fait le point sur l'unification des marxistes-léninistes et sur la fusion prochaine de *Prolétariat* et de *Front rouge*. Le protocole d'accord pour l'unification du PCRml et du PCML est publié à titre de document dans ce numéro. A travers ce numéro de *Prolétariat* on sent bien que l'unité de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes : Pierre Bauby et Camille Granot analysent, dans un important article, les mécanismes de division qui agissent dans la classe ouvrière : ils passent en revue toutes ces entraves à l'unité : sous-traitance, travail intérimaire, inégalités hommes-femmes, jeunes-vieux, Français-immigrés, etc. L'unité ouvriers-paysans est indispensable pour le succès de la révolution prolétarienne. C'est dans ce sens que l'on trouve la première partie d'une analyse des classes à la campagne, document présenté par Lucien Nouveau. « *Quatre millions de prolétaires sans feu ni lieu* », tel est le titre d'une étude sur la situation des travailleurs immigrés en France, sur la politique du pouvoir vis-à-vis des ces travailleurs et sur la riposte à lui opposer.

La bourgeoisie s'attaque directement à la santé des travailleurs et à la Sécurité sociale. Jean Quercy dénonce ces attaques et précise les revendications à avancer. Quelle est la réalité dissimulée derrière les films de science-fiction ? Frédéric Lachaise répond à cette question. Et toujours des compte-rendus de lectures, très fournis et très instructifs. Un *Prolétariat* au cœur des préoccupations, une arme pour mieux unir et lutter.

L. C.

– Adressez vos commandes à :
Prolétariat BP 320, 13213 Marseille Cedex 1
Tel : 16/91/90-97-07
CCP : 21 30 89 H Marseille.

En vente aux *Herbes sauvages* à Paris et à la *Force du Livre* à Lyon.

Pour la survie et l'indépendance du Cambodge, jeudi 6 décembre, 20 h 30, salle des fêtes, cité universitaire du Triolet, rue Emile Diacon (près de l'hôpital dit Chauliac) :

Soirée d'information et de solidarité avec la lutte du peuple cambodgien contre l'agression et l'occupation vietnamiennes. Invités :

- JEAN CARDONNEL, participant à la conférence sur le Kampuchea de Stockholm ;
- Docteur ROBERT ANDREI, membre du Comité de soutien à la conférence du Kampuchea ;
- Association FRANCE-CAMBODGE de Montpellier.

Soutenue par : AEOM (Association d'étudiants d'origine malgache), AGEG (Association générale des étudiants gabonais), AGEM (Association générale des étudiants martiniquais), ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores), PCML (Parti communiste marxiste-léniniste), PT (Perspectives tunisiennes), UEG (Union des étudiants guyanais), UNECI (union nationale des étudiants de Côte d'Ivoire) et UEIF (Union des étudiants iraniens en France).

Organisée par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France (Montpellier).

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

PRUD'HOMMES : 14 MILLIONS D'ELECTEURS CONVOQUES LE 12 DECEMBRE

LE CONTENU D'UNE REFORME

Accédant à une demande des patrons soyeux lyonnais, Napoléon 1er en 1806 mis en place la première juridiction prud'homale.

Depuis lors, le fonctionnement de ces tribunaux a connu plusieurs modifications.

La dernière en date, celle qui nous intéresse ici, était majoritairement votée par le Parlement le 18 janvier dernier.

Dans un premier article nous examinerons les principales raisons qui rendaient nécessaires une réforme aux yeux de l'ensemble des «partenaires sociaux». Prochainement, nous nous attacherons à montrer plus précisément les enjeux politiques essentiels de la consultation du 12 décembre.

Par François MARCHADIER

Cela faisait longtemps que la réforme de la juridiction prud'homale était dans l'air, sous la pression du CNPF et des centrales syndicales.

Les raisons d'une réforme

Pour le pouvoir : Celui-ci ne pouvait se satisfaire du trop faible nombre de conseils (1/3 seulement du territoire national était concerné), de l'engorgement de ceux qui étaient en place ! à Paris, il faut attendre neuf mois pour obtenir une audience de jugement !. Bref, cette institution ne jouait pas pleinement le rôle qui est le sien : régler pacifiquement les conflits, éliminer les abus les plus flagrants du despotisme patronal.

Pour le CNPF : Il ne faisait pas de doute que la meilleure solution était la suppression pure et simple de cette institution qui tempère l'arbitraire de ses adhérents. N'ayant eu satisfaction sur ce point, il essaya alors d'obtenir que ce soit les organisations syndicales et professionnelles qui **désignent** les conseillers prud'homaux, comme cela se fait pour les administrateurs au conseil d'administration de la sécurité sociale.

N'ayant pas davantage obtenu satisfaction sur ce point, le syndicat de Ceyrac fit alors campagne pour l'instauration du *«vote plural»*. Avec ce système, un employeur aurait eu deux, trois, dix et au maximum cinquante voix, en fonction de ses effectifs salariés. Dans les deux cas de figure, cela diminuait l'influence des syndicats patronaux de PME et des organisations syndicales les moins représentatives. Inversement, cela favorisait le CNPF mais aussi... la CGT.

Saisi par des députés du PCF et du PS, le Conseil constitutionnel a annulé cette possibilité. Les députés de la majorité ont alors consolé le CNPF en mettant fin, pour les élections prud'homales, au *«monopole syndical»*. C'est un précédent puisqu'il était, malgré les vœux du patronat, impossible à ce jour, pour les marionnettes genre CFT-CSL, de se présenter dès le premier tour.

Pour les confédérations syndicales : Un renouveau de cette juridiction était necessaire pour mettre un terme à la dévalorisation dont cette institution était l'objet. Les conseillers salariés étaient en outre mal protégés contre la répression du fait de leur mandat, et mal dédommagés quand ils siègaient pendant leurs heures de travail.

La CFDT de son côté avait des raisons particulières de faire pression pour une révision du mode de scrutin (majoritaire à deux tours), celui-ci favorisant très nettement la CGT

On le voit, les différents partenaires sociaux avaient des raisons différentes d'exiger une réforme : jugent-ils qu'ils ont obtenu satisfaction ?

La loi du 18 janvier jugée par le CNPF et les confédérations syndicales

Telle qu'elle a été adoptée, la loi ne satisfait personne pleine ment. De tous, la CGT la juge le plus sévèrement. Mais commençons par le CNPF : déçu de n'avoir obtenu la suppression de cette juridiction paritaire, le CNPF apprécie très probablement à sa juste valeur le fait d'avoir créé une brèche dans le monopole syndical. La CFDT et la CGT de leur côté s'accordent pour souligner ce qui sont, selon elles, **les aspects positifs** suivants :

- le droit pour les travailleurs du secteur privé de faire trancher leur différend par les prud'hommes est étendu aux 14 millions de salariés (contre 900 000 auparavant) ;

- ce sont désormais les patrons qui sont tenus de procéder à l'inscription de leurs salariés sur les listes électorales (autrefois, s'y inscrivaient les salariés suffisamment motivés soit 300 000 environ) ;

- les élections auront lieu un jour ouvrable (un mercredi cette année) et pendant les heures de travail ;

- l'âge pour être éligible et électeur a été abaissé ;

- les frais de fonctionnement sont désormais à la charge de l'Etat. Le temps passé par les salariés à siéger est désormais mieux rémunéré ;

- les conseillers salariés sont mieux protégés contre la répression patronale.

Partout on multiplie les campagnes...

De son côté, la CFDT ne cache pas sa joie que la proportionnelle soit instaurée. Sur ce point, la CGT est plus discrète même si elle ne nie pas qu'elle était surreprésentée (elle détenait 70 % des sièges).

Les deux confédérations syndicales s'accordent également pour souligner dans la réforme **les aspects négatifs** suivants :

- institution d'une section encadrement, ce qui, selon eux, *«divise les travailleurs»* ;

- nombre insuffisant de conseils prévus (environ trois par département alors que selon la CGT, il en faudrait 450) ;

- et surtout, les deux confédérations jugent sévèrement la possibilité existant désormais pour les officines patronales et autres *«Alliance pour les libertés* prétenduement *syndicales»* (ASL) de se présenter dès le premier tour.

La CGT en particulier, juge très sévèrement ce dernier aspect de la réforme.

Cela étant dit, on se doute bien que ce qui oppose fondamentalement les deux grandes confédérations syndicales, ce n'est pas l'analyse de tel ou tel aspect de la loi du 18 janvier, mais bien plutôt, l'enjeu politique qui est derrière.

Le 12 décembre : surtout un enjeu politique

Gérard Gaumé, dans son intervention devant le comité confédéral nationale de la CGT cadrait les choses à sa manière en déclarant les 12 et 13 juin derniers :

« Patronat et gouvernement, en donnant une dimension de masse à ces élections, voulaient faire la démonstration éclatante que le mouvement syndical de classe est minoritaire en France, et pour être encore plus précis, que la CGT n'est pas très représentative des travailleurs ».

Marchais de son côté, en lançant un appel après Séguy à ce que tout le PCF se batte aux côtés de la CGT proclamait ouvertement que l'enjeu n'est pas que syndical.

Depuis 1962, jamais les travailleurs de notre pays n'ont été appelés à se prononcer pour le type de syndicalisme qui leur paraît le plus efficace pour défendre leurs intérêts.

Dans un prochain article, nous y reviendrons.

...pour gagner le maximum de voix